

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA

Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

LOI n° 2006-028

**autorisant la ratification de l'Accord conclu le 29 septembre 2005
entre le Gouvernement de la République de Madagascar et l'Union
Economique Belgo-Luxembourgeoise relatif à l'Encouragement
et à la Protection réciproques des Investissements**

EXPOSE DES MOTIFS

Madagascar s'est fixé comme objectif d'atteindre une croissance de l'ordre de 9% par an en moyenne d'ici 2012.

Ainsi, dans un contexte économique en perpétuelle mutation évoluant sur un marché de libre échange, le Gouvernement ne cesse d'intensifier des actions nécessaires pour offrir un cadre incitatif aux investisseurs, de prospecter et d'élargir de nouveaux horizons en procédant à une promotion audacieuse des investissements partout dans le monde.

Pour développer la crédibilité de Madagascar aux yeux de la communauté internationale, pour palier l'insuffisance de l'épargne locale et des investissements privés locaux, l'ouverture aux investissements directs étrangers est notamment privilégiée afin de doper l'économie malgache en vue d'une croissance rapide et durable.

A cet égard, il serait avantageux de raffermir les liens économiques et commerciaux avec les pays partenaires pour renforcer davantage et consolider encore plus la coopération économique avec ces pays. Ainsi, le Gouvernement a conclu l'Accord sur l'Encouragement et la Protection réciproques des Investissements avec l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Par cet Accord, les deux entités entendent renforcer de plus en plus les relations économiques en créant des conditions favorables à la réalisation des investissements par les ressortissants des deux parties au mieux de leurs intérêts communs.

Tel est l'objet de la présente Loi.

REPOBLIKAN' I MADAGASIKARA*Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana***LOI n° 2006-028**

**autorisant la ratification de l'Accord conclu le 29 septembre 2005
entre le Gouvernement de la République de Madagascar et l'Union
Economique Belgo-Luxembourgeoise relatif à l'Encouragement
et à la Protection réciproques des Investissements**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en leur séance respective en date du 11 octobre 2006 et du 17 octobre 2006, la Loi dont la teneur suit :

Article premier : Est autorisée, la ratification de l'Accord signé le 29 septembre 2005 entre le Gouvernement de la République de Madagascar et l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise relatif à l'Encouragement et à la Protection réciproques des Investissements.

Article 2 : La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République de Madagascar. Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Antananarivo, le 17 octobre 2006

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE,

LE PRESIDENT DU SENAT,

Samuel MAHAFARITSY Razakanirina

RAJEMISON RAKOTOMAHARO

ACCORD
ENTRE
LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR,
d'une part,

ET

L' UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGOISE,
d'autre part,
CONCERNANT
L' ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RECIPROQUES
DES INVESTISSEMENTS

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR,
d'une part,

ET

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE Belgique,
LE GOUVERNEMENT WALLON,
LE GOUVERNEMENT FLAMAND,
LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-
CAPITALE,
AINSI QUE
LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHE DE Luxembourg,
d'autre part,

(ci-après dénommés les « Parties contractantes ») ;

DESIREUX de renforcer leur coopération économique en créant des conditions favorables à la réalisation d'investissements par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

SONT CONVENU de ce qui suit :

Article 1

Définitions

Pour l'application du présent Accord :

1. Le terme « *Investissement* » désigne tout élément d'actif quelconque et tout apport direct ou indirect en numéraire, en nature ou en services, investi ou réinvesti dans tout secteur d'activité économique, quel qu'il soit.

Sont considérés notamment, mais non exclusivement, comme des investissements au sens du présent Accord :

- a) les biens meubles et immeubles ainsi que tous autres droits réels tels qu'hypothèques, privilèges, gages, usufruit et droits similaires ;
- b) les actions, parts sociales et toutes autres formes de participations, même minoritaires ou indirectes, dans le capital de sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes ;
- c) les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant une valeur économique ;

- d) les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle, les procédés techniques, les noms déposés et le « goodwill » .
- e) les concessions de droit public ou contractuelles, notamment celles relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles.

Aucune modification de la forme juridique dans laquelle les avoirs et capitaux ont été investis ou réinvestis n'affectera leur qualité d'investissements au sens du présent Accord à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé.

2. Le terme « **investisseurs** » désigne :

- a) les « nationaux », c'est-à-dire toute personne physique qui, selon la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Madagascar est considérée comme citoyen du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Madagascar respectivement ;
- b) les « sociétés », c'est-à-dire toute personne morale constituée conformément à la législation du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Madagascar et ayant son siège social sur le territoire du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg ou de la République de Madagascar respectivement.

3. Le terme « **revenus** » désigne les sommes produites par un investissement et notamment, mais non exclusivement, les bénéfices, intérêts, accroissements de capital, dividendes, royalties ou indemnités.

4. Le terme « **territoire** » s'applique :

- a) au territoire du Royaume de Belgique et au territoire du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'aux zones maritimes, c'est-à-dire les zones marines et sous-marines qui s'étendent au-delà des eaux territoriales du Royaume de Belgique et sur lesquelles celui-ci exerce, conformément au droit

international, ses droits souverains et sa juridiction aux fins d'exploration, d'exploitation et de conservation des ressources naturelles ;

- b) au territoire de la République de Madagascar y compris dans sa zone maritime, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de la République de Madagascar et sur lesquelles la République de Madagascar a juridiction et exerce des droits souverains, conformément au droit international, afin de prospecter, d'exploiter ou de préserver des ressources naturelles.

5. L'expression « législation en matière d'environnement » désigne les lois et dispositions réglementaires en vigueur dans les Parties contractantes, ou toute disposition contenue dans ces lois et dispositions réglementaires, qui visent principalement la protection de l'environnement, ou la prévention de tout danger pour la vie ou la santé des hommes, des animaux ou des plantes par les moyens suivants :

- a) le droit d'association ;
- b) le droit d'organisation et de négociation collective ;
- c) l'interdiction de recourir à quelque forme de travail forcé ou obligatoire que ce soit ;
- d) un âge minimum d'admission des enfants à l'emploi ;
- e) des conditions de travail acceptables en ce qui concerne le salaire minimum et la durée du travail, ainsi que la sécurité et la santé des travailleurs.

Article 2

Promotion des investissements

1. Chacune des Parties contractantes encouragera les investissements sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie contractante et admettra lesdits investissements en conformité avec sa législation.
2. En particulier, chaque Partie contractante n'empêchera pas la conclusion et l'exécution de contrats de licence et de conventions d'assistance commerciale, administrative ou technique, pour autant que ces activités aient un rapport avec les investissements.

Article 3

Protection des investissements

1. Tous les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes, jouiront, sur le territoire de l'autre Partie contractante, d'un traitement juste et équitable.
2. Sous réserve des mesures nécessaires liées à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à la santé publique et à la protection de l'environnement, ces investissements jouiront d'une sécurité et d'une protection constantes, excluant toute mesure injustifiée ou discriminatoire qui pourrait entraver, en droit ou en fait, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou la liquidation desdits investissements.

Article 4

Traitement national et nation la plus favorisée

1. Pour toutes les questions relatives au traitement des investissements, les investisseurs de chacune des Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement national et du traitement de la nation la plus favorisée.

2. En ce qui concerne l'exploitation, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre forme d'aliénation des investissements, chaque Partie contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie contractante un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout Etat tiers, si ce traitement est plus favorable.
3. Ce traitement ne s'étendra pas aux privilèges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou à tout autre forme d'organisation économique régionale.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux matières fiscales, et en particulier aux accords tendant à éviter la double imposition.

Article 5

Environnement

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer son propre niveau de protection de l'environnement et de définir ses politiques et priorités en matière d'environnement et de développement, ainsi que d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation garantisse un haut niveau de protection de l'environnement et mettra tout en œuvre en vue d'améliorer constamment ladite législation.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.

3. Les Parties contractantes réaffirment les engagements auxquels elles ont souscrit dans le cadre d'accords internationaux en matière d'environnement. Elles veilleront à ce que lesdits engagements soient pleinement reconnus et appliqués dans leur législation nationale.
4. Les Parties reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection de l'environnement. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

Article 6

Travail

1. Reconnaissant que chaque Partie contractante a le droit de fixer ses propres normes de protection du travail et d'adopter ou de modifier en conséquence ses lois ad hoc, chacune des Parties contractantes veillera à ce que sa législation fixe des normes de travail conformes aux droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 et n'aura de cesse d'améliorer lesdites normes.
2. Les Parties contractantes reconnaissent qu'il n'est pas approprié d'assouplir la législation nationale en matière d'environnement aux fins d'encourager les investissements. A cet égard, chacune des Parties contractantes veillera à ce qu'il ne soit pas accordé d'exemption ni dérogé d'aucune façon à ladite législation, pas plus qu'il ne soit offert de possibilité d'exemption ou autre dérogation aux fins d'encourager la constitution, l'entretien ou l'expansion d'un investissement sur son territoire.
3. Les Parties contractantes réaffirment leurs obligations en tant que membres de l'Organisation internationale du Travail ainsi que leurs engagements en vertu de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux du travail et de son suivi. Les Parties contractantes veilleront à ce que lesdits principes et droits universellement reconnus des travailleurs énoncés au paragraphe 6 de l'Article 1 soient reconnus et protégés dans leur législation nationale.

4. Les Parties contractantes reconnaissent que la coopération mutuelle leur offre des possibilités accrues d'amélioration des normes de protection du travail. A la demande de l'une des parties, l'autre partie acceptera que les représentants de leurs gouvernements se réunissent à des fins de consultations sur toute matière tombant dans le domaine d'application du présent article.

Article 7

Mesures privatives et restrictives de propriété

1. Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre aucune mesures d'expropriation ou de nationalisation ni aucune autre mesure dont l'effet est de déposséder directement ou indirectement les investisseurs de l'autre Partie contractante des investissements qui leur appartiennent sur son territoire.
2. Si des impératifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national justifient une dérogation au paragraphe 1, les conditions suivantes devront être remplies :
 - a) les mesures seront prises selon la procédure légale de la Partie contractantes sur le territoire de laquelle l'investissement est réalisé ;
 - b) elles ne seront ni discriminatoires, ni contraires à un engagement spécifique ;
 - c) elles seront assorties de dispositions prévoyant le paiement d'une indemnité adéquate et effective.
3. Le montant des indemnités correspondra à la valeur du marché des investissements concernés à la veille du jour où les mesures ont été prises ou rendues publiques.

Les indemnités seront réglées dans la monnaie de l'Etat dont l'investisseur est ressortissant ou en tout autre monnaie convertible. Elles seront versées sans délai et librement transférables. Elles porteront intérêt

au taux commercial normal depuis la date de la fixation de leur montant jusqu'à celle de leur paiement.

4. Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auraient subi des dommages dus à une guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement au moins égal à celui accordé aux investisseurs de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les restitutions, indemnisation, compensations ou autres dédommagements.

Article 8

Transferts

1. Chaque Partie contractante accordera aux investisseurs de l'autre Partie contractante le libre transfert de tous les paiements relatifs à un investissement, et notamment :
 - a) des sommes destinées à établir, à maintenir ou à développer l'investissement ;
 - b) des sommes destinées au règlement d'obligations contractuelles, y compris les sommes nécessaires au remboursement d'emprunts, les redevances et autres paiements découlant de licences, franchises, concessions et autres droits similaires, ainsi que les rémunérations du personnel expatrié ;
 - c) des revenus des investissements ;
 - d) du produit de la liquidation totale ou partielle des investissements, y compris les plus-values ou augmentations du capital investi ;
 - e) des indemnités payées en exécution de l'article 7.
2. Les nationaux de chacune des Parties contractantes autorisés à travailler au titre d'un investissement sur le territoire de l'autre Partie contractante

seront également autorisés à transférer une quotité appropriée de leur rémunération dans leur pays d'origine.

3. Les personnes physiques et investisseurs de chacune des Parties Contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire de l'autre Partie Contractante, au titre d'un investissement agréé, sont également autorisés à transférer dans le pays d'origine une quantité appropriée de leur rémunération.
4. Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.
5. En cas de difficultés exceptionnelles de la balance des paiements, chaque Partie Contractante peut exercer des restrictions au libre transfert pour une période limitée, soit d'une durée inférieure à six mois, soit par un autre délai si les restrictions s'inscrivent dans le cadre d'un programme avec le Fonds Monétaire International. Ces restrictions doivent être mises en œuvre d'une façon équitable, non discriminatoire et de bonne foi.

Article 9

Subrogation

1. Si l'une des Parties Contractantes ou un organisme public de celle-ci paie des indemnités à ses propres investisseurs, en vertu d'une garantie donnée au titre d'un investissement, l'autre Partie contractante reconnaîtra que les droits des investisseurs sont transférés à la Partie Contractante ou à l'organisme public concerné, en leur qualité d'assureur.
2. En ce qui concerne les droits transférés, l'autre Partie Contractante pourra faire valoir à l'égard de l'assureur subrogé dans les droits des investisseurs indemnisés, les obligations qui incombent légalement ou contractuellement à ces derniers.

Article 10

Règles applicables

Lorsqu'une question relative aux investissements est régie à la fois par le présent Accord et par la législation nationale de l'une des Parties Contractantes ou par des conventions internationales, auxquelles ont adhéré ou adhéreront dans l'avenir les Parties, en vigueur actuellement ou contractées dans l'avenir par les Parties, les investisseurs de l'autre Partie Contractante pourront se prévaloir des dispositions qui leurs sont les plus favorables.

Article 11

Règlement des différends relatifs aux investissements

1. Tout différend relatif aux investissements survenant entre un investisseur de l'une des Parties contractantes et l'autre Partie contractante fera l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente.

Dans la mesure du possible, les parties tenteront de régler le différend par la négociation, en faisant éventuellement appel à l'avis spécialisé d'un tiers, ou par la conciliation entre les Parties contractantes par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend sera soumis, au choix de l'investisseur, soit, le cas échéant à l'arbitrage national au sein de l'Etat où l'investissement a été réalisé, soit à l'arbitrage international.

A cette fin, chacune des Parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage international. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes.

3. En cas de recours à l'arbitrage international, le différend sera soumis à l'un des organismes d'arbitrage désignés ci-après, aux choix de l'investisseur :

- au Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I), créé par « la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats », ouverte à la signature à Washington, le 18 mars 1965, lorsque chaque Etat partie au présent Accord sera membre de celle-ci. Aussi longtemps que cette condition n'est pas remplie, chacune des Parties contractantes consent à ce que le différend soit soumis à l'arbitrage conformément au règlement du Mécanisme supplémentaire du C.I.R.D.I. ;
- au Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale, à Paris.

Si la procédure d'arbitrage a été introduite à l'initiative d'une Partie contractante, celle-ci invitera par écrit l'investisseur concerné à exprimer son choix quant à l'organisme d'arbitrage qui devra être saisi du différend.

4. Aucune des Parties contractantes, partie à un différend, ne soulèvera d'objection, à aucun stade de la procédure d'arbitrage ni de l'exécution d'une sentence d'arbitrage, du fait que l'investisseur, partie adverse au différend, aurait perçu une indemnité couvrant tout ou partie de ses pertes en exécution d'une police d'assurance ou de la garantie prévue à l'article 9 du présent Accord.
5. Les sentences d'arbitrage seront définitives et obligatoires pour les parties au différend. Chaque Partie contractante s'engage à exécuter les sentences en conformité avec sa législation nationale.

Article 13

Différends entre les Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord

1. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera réglé, si possible, par la voie diplomatique.

2. A défaut de règlement par la voie diplomatique dans les six mois, le différend sera soumis à une commission mixte, composée de représentants des deux Parties.
3. Si la commission mixte ne peut régler le différend dans les deux mois, celui-ci sera soumis, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, à un tribunal arbitral constitué, pour chaque cas particulier, de la manière suivante :
 - Chaque Partie contractante désignera un arbitre dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties contractantes a fait part à l'autre de son intention de soumettre le différend à arbitrage. Dans les deux mois suivant leur désignation, les deux arbitres désigneront d'un commun accord un ressortissant d'un Etat tiers qui exercera la fonction de président du tribunal arbitral.
 - Si ces délais n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante invitera le Président de la Cour Internationale de Justice à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).
 - Si le Président de la Cour Internationale de Justice est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou d'un Etat avec lequel l'une ou l'autre Partie contractante n'entretient pas de relations diplomatiques, ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Vice-Président de la Cour Internationale de Justice sera invité à procéder à la nomination ou aux nominations nécessaire(s).
4. Le tribunal ainsi constitué fixera ses propres règles de procédure. Ses décisions seront prises à la majorité des voix ; elles seront définitives et obligatoire pour les Parties contractantes.
5. Chaque Partie contractante supportera les frais liés à la désignation de son arbitre. Les débours inhérents à la désignation du troisième arbitre et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés, à parts égales, par les Parties contractantes à moins que le tribunal n'en dispose autrement.

Article 14

Investissements antérieurs

Le présent Accord s'appliquera également aux investissements effectués avant son entrée en vigueur, par les investisseurs de l'une des Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie Contractante en conformité avec les lois et règlements de cette dernière.

Article 15

Entrée en vigueur et durée

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois à compter de la date à laquelle les Parties contractantes auront échangé leurs instruments de ratification. Il restera en vigueur pour une période de dix ans.
A moins que l'une des Parties contractantes ne le dénonce au moins six mois avant l'expiration de sa période de validité, il sera chaque fois reconduit tacitement pour une nouvelle période de dix ans, chaque Partie contractante se réservant le droit de le dénoncer par une notification introduite au moins six mois avant la date d'expiration de la période de validité en cours.
2. Les investissements effectués antérieurement à la date d'expiration du présent Accord lui resteront soumis pour une période de dix ans à compter de cette date.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Antananarivo, le 29 septembre 2005, en deux exemplaires originaux, chacun en langue française et néerlandaise, tous les textes faisant également foi. Le texte en langue française prévaudra en cas de divergence d'interprétation.

POUR LE GOUVERNEMENT

POUR L'UNION ECONOMIQUE

**DE LA REPUBLIQUE DE
MADAGASCAR**

BELGO-LUXEMBOURGESOISE

Pour le Gouvernement Gouvernement du Royaume de Belgique : Grand-Duché Luxembourg :	Pour le du de
--	------------------------------

**Pour le Gouvernement wallon :
Pour le Gouvernement flamand :
Pour le Gouvernement de la
Région de Bruxelles-Capitale :**

REPOBLIKAN'i MDAGASIKARA
Tanindrazana-Fahafahana-Fandrosoana

FIFANARAHANA
IFANAOVAN'NY GOVERNEMANTAN'NY REPOBLIKAN'I
MADAGASIKARA SY NY FIOMBONANA ARA –TOE – KARENAN'I
BELIZIKA-LUXEMBOURG MOMBA NY FAMPORISIHANA SY NY
FIAROVANA IFAMALIAN'NY ANDANINY SY NY ANKILANY
MOMBA NY FAMPIASAM-BOLA HAMOKARANA

Fifanarahana ifanaovan'ny Repoblikan'i Madagasikara andaniny, ary ny fiombonana ara-toe-karenan'i Belizika-Luxembourg an-daniny mikasika ny famporisihana sy ny fiarovana ifamalian'ny andaniny sy ny ankilany momba ny fampiasam-bola hamokarana.

**Ny Governemantan'ny Repoblikan'i Madagasikara
an-daniny,**

Sy

Ny Governemantan'ny Fanjakan'i Belizika,
ny Governemanta Wallon,
ny Governemanta Flamand,
ny Governemantan'ny Faritry Bruxelles-renivohitra,
ary koa
ny Governemantan'ny Grand-Duché ny Luxembourg,
an-kilany

(ireo andaniny voalaza ho mpifanaiky manaraka ireto) ;

MANIRY ny fanamafisana ny fiaraha-miasa ara-toe-karena, ho amin'ny famoronana ny fepetra ilaina amin'ny fampiasana vola indrindra ataon' ny iray amin'ireo Mpampiasa vola Mpifanaiky eo amin'ny tanim-pirenena na ny fari-dranomasin'ny Andaniny Mpifanaiky izay hanatanterahana ny fampiasam-bola hamokarana.

DIA TAPAKA toy izao manaraka izao:

Andininy Voalohany

Famaritana

Ho fampiharana ity Fifanarahana ity :

1. Ny teny hoe “ fampiasam-bola” dia manondro ireo fananana rehetra an-kolaka na mivantana amin'ny petra-bola amin'ny endriny samihafa (vola, asa, ...) izay nampiasaina aryentina ampiasaina indray amin'ny sehapamokarana rehetra ara-toe-karena , n'inon'inona endriny.
Ny fampiasam-bola hamokarana heverin'ity Fifanarahana ity dia manokana indrindra fa tsy manilika:
 - a) Ireo fananana tsy mifaka sy mifaka, ary koa ireo zo hita vatana hafa toy ny antoka, sy ireo zo rehetra mitovy amin'izany ;

- b) Ireo petra-bola , ireo tambim-pamoaham-bola ary ireo endrika fandraisana anjara hafa, na dia kely na tsy mivantana, amin'ireo fikambanana mitsangana ao amin'ny tanim-pirenen'ny iray amin'ireo Andaniny Mpifanaiky ;
- d) Ny zo amin'ny trosa, ny zo mifamatotra amin'ny fananana na zo amin'ireo fisahanan-draharaha izay manana lanja ara-toe-karena ;
- e) Ireo zo momba ny fizaka-manana ara-tsaina, ara-indostria, ny mari-pametrahana, ireo fananana tsy mifaka sy mifaka, ary koa ireo zo hita vatana hafa toy ny antoka, sy ireo zo rehetra mitovy amin'izany, ireo fombafomba ara-haitao, ny fahaiza-manao, ireo anarana napetraka sy ny ifandraisana ara-draharaha.
- f) Ireo zo neken'ny lalàna na noho ny Fifanarahana voapetraka aradalàna, anisan'izany ireo fanomezan-dàlana hisahana mikasika ny fikarohana, ny fambolena, ny fakàna na ny fitrandrahana ireo harena voajanahary.

Tsy hisy fanovana endrika ny fananana sy ireo renivola nampiasaina na hampiasaina indray ny filazan-toetran'ny fampiasam-bola voarakitry ity Fifanarahana ity, raha tsy hifanohatra amin'ny lalàna eo amin'ny taniny ny Andaniny Mpifanaiky izay natanterahana ny fampiasam-bola;

2. Ny teny hoe “ Mpampiasa vola” dia mibango , ho an'ny andininy mpifanaiky:

- a) Ireo “teratany”, izany hoe ireo vatatenan'olona mizaka ny zom-pirenenena iray amin'ireo andininy mpifanaiky, araka ny lalàna mifehy ny Fanjakan'i Belizika, ny Grand- Duché n'i Luxembourg na ny Repoblikan'i Madagasikara dia raisina ho toy ny teratany ny Fanjakan'I Belizika, ny Grand-Duché n'i Luxembourg na ny Repoblikan'I Madagasikara;
- b) Ireo “orinasa”, izany hoe ireo fikambanana mitsangana araka ny lalàna velona ao amin'ny Fanjakan'I Belizika, ny Grand- Duché n'i Luxembourg na ny Repoblikan'I Madagasikara ary manana ny foibe eo amin'ny fari-dranomasin'ny Fanjakan'i Belizika, ny Grand-Duché n'I Luxembourg, na ny Repoblikan'I Madagasikara.

3. Ny teny hoe “vola miditra” dia manondro ny vola rehetra miditra vokatry ny fampiasam-bola hamokarana, ary indrindra fa tsy manilika ny

tombom-barotra, ny zana-bola, ny fitomboan'ny renivola, ny zara-tombo, ny tamby.

4. Ny teny hoe “tanim-pirenena” dia mihatra :

a) ao amin'ny tanim-pirenen'ny Fanjakan'i Belizika sy ny tanim-paritanin'ny Grand-Duché n'i Luxembourg ary koa any amin'ny fari-dranomasin'ny Fanjakan'i Belizika izay faritana manaraka etoana ho faritra sy rambon-tany ambany ranomasina izay miitatra mihoatra ny fara-fetran'ny fari-dranomasiny, ary ao anatin'izany izy ireo dia manana zo feno sy fahefam-pitsarana hika-roka, hitrandraka ary hitandro ireo harena voajanahary, mifanaraka amin'ny Lalàna Iraisam-pirenena;

b) ao amin'ny tanim-pirenen' Repoblikan'i Madagasikara sy ny fari-dranomasina, voafaritra toy ny faritra ara-toe-karena sy ny faritra ara-kontinanta izay miitatra ivelan'ny faritry ny rambon-tanin'ny Repoblikan'i Madagasikara ary ao anatin'izany izy ireo dia manana zo feno sy fahefam-pitsarana, hika-roka, hitrandraka ary hitandro ireo harena voajanahary, mifanaraka amin'ny Lalàna Iraisam-pirenena.

5. Ny fitenenana hoe “ fehezana-dalàna mikasika ny tontolo iainana” dia manondro ny lalàna sy ny fitsipi-pifehezana manan-kery eo amin'ny Andaniny Mpifanaiky, na ny fitsipi-pifehezana ao anatin'ny lalàna voalaza teo aloha, izay mifanitsy manokana amin'ny fiarovana ny tontolo iaianana, n any fitandroana amin'izay rehetra mety hampidi-doza amin'ny fiainana, n any fahasalaman'ny olona, na ny biby na ny zava-maniry amin'ny iray amin'ireto fomba manaraka ireto:

a) fisorohana ny fanaparahana na ny fandefasana zavatra mandoto ny tontolo iaianana na akora mahatohina ny tontolo iainana;

b) fanaraha-maso ny akora simika, ny kojakoja ara-pitaovana mampidi-doza na mety hitarika amin'ny fahafatesana ary fanaparahana ny vaovao mahakasika ny tontolo iaianana;

d) fiarovana na fitandroana ny zava-boahary, tafiditra ao anatin'izany ireo karazana efa mihamaty taranaka, ny fonenan'ireo ary ireo faritra ara-voajanahary manokana voaaro eo amin'ny tanin'ireo Andininy Mpifanaiky.

6. Ny fitenenana hoe “fehezana-dalàna momba ny asa” dia manondro ireo lalàna sy fitsipi-pifehezana manan-kery eo amin'ny Andaniny Mpifanaiky, na ny fitsipi-pifehezana rehetra tafiditra ao anatin'ireo ka

manana fifandraisana mivantana amin'ny zo iraisam-pirenena fantatr'ireo mpiasa tononina manaraka ireto:

- a) ny zo amin'ny fananganana fikambanana;
- b) ny zo manorina fikambana sy fifampiraharaha itambarana
- d) ny fandrarana ireo asa miseho amin'ny endrika an-terivozona na ankaterena;
- e) ny fetran'ny taona kely indrindra idiran'ny ankizy eo amin'ny sehatry ny asa;
- f) ny fepetra ekena mifehy ny asa mikasika ny karama faran'ny ambany sy ny faharetan'ny ora iasana, ary ny fiarovana ny fahasalaman'ny mpiasa;

Andininy 2.

Fampiroboroboana ireo fampiasam-bola

1. Ny andininy roa dia mifanaiky, eo anatrehan'ny lalàna velona ao aminy avy, fa hampiroborobo ny fiarahamiasa amin'ny alalan'ny famporisihana sy fiarovana ny fampiasam-bola ny andaniny amin'ny tanin'ny ankilany.
2. Marihana manokan fa , ny andaniny sy ny ankilany avy dia tsy misakana ny fifanarahana sy ny fanatanterahana ny fifanekena amin'ny fanomezandàlana sy fifanarahana amin'ny *“fanohanana ara-barotra”, amin'ny fampiraharaha, ary ara-tekina* ka manana fifandraisana amin'ny fampiasam-bola hamokarana.

Andininy 3.

Fiarovana ny fampiasam-bola

1. Ny fampiasam-bola hamokarana rehetra ataon'ny mpampiasa vola amin'ny iray amin'ireo andaniny mpifanaiky dia mahazo eo amin'ny tanin'ny andaniny mpifanaiky ny fitondrana marina sy ara-drariny.

2. Tsy misy andalana voafaritry ity fifanarahana ity ka azo adika ho sakana ho an'ny andaniny Mpifanaiky mba hakana fepetra ilaina amin'ny fiarovana ny tombon-tsoany eo amin'ny lafiny fiarovana sy filaminana, ny tontolo iainana, ny fahasalamana ary ny fepetra fiarovana amin'ny aretina mety hahazo ny biby fiompy sy ny zava-maniry.

Andininy 4.

Fitondrana eo anivon'ny firenena sy fitondrana sy Firenena tena manana tombon-dahiny

1. Izay rehetra mifandrohy amin'ny fampiasam-bola hamokarana, ny Mpampiasa vola amin'ny andaniny sy ankilany avy dia mahazo toambo-tsoa eo amin'ny teratanin'ny andaniny mpifanaiky, ny fitondrana ekena ho an'ireo teratany sy ny fitondrana ny Firenena tena manana tombon-dahiny.
2. Mikasika ny fitrandrahana, ny fitantanana, ny fikolokoloana, ny fampiasana, ny fananan-jo manan-kery, ny varotra na ireo fomba hafa isehoan'ny fampiasam-bola hamokarana, ny mpifanaiky tsirairay dia manome eo amin'ny tanin'ny Mpampiasa vola amin'ny andaniny anankiray ny fitondrana izay tena manana tombon-dahiny noho ireo omeny ny Mpampiasa vola manokana na ny Mpampiasa volan'ny Fanjakana hafa, raha mety kokoa io fitondrana io.
3. Na izany aza anefa io fitondrana io dia tsy hitarina amin'ny tombonjo izay omen'ny Andaniny Mpifanaiky iray amin'ny Mpampiasa vola any amin'ny Firenena hafa, noho ny fandraisany anjara na ny fikambanany amin'ny faritra anaovana fifanakalozana malalaka, fikambanana momba ny faditseranana, varotra iombonana na izay rehetra endrim-pandaminana hafa ara-toekarena any amin'ny faritra.
4. Ny fepetra voalazan'ity andininy ity dia tsy mihatra amin'ny raharaha momba ny hetra, ary indrindra mikasika ny fifanarahana natao hialana amin'ny fandoavana hetra indroa miatoana.

Andininy 5.

Ny tontolo iaianana

1. Manaiky fa ny mpifanaiky tsirairay dia manana zo hametra ny fiarovana ny tontolo iainana tiany avy ary mamaritra ny politika sy ny lohalaharana amin'ny resaka tontolo iainana sy fampandrosoana, ary koa hanapaka na hanova araka ny lalàna napetraka momba ireo voalaza etsy ambony, ny tsirairay amin'ireo

andaniny mpifanaiky dia hiahy ny fiantohan'ny lalàna ny fiarovana ny tontolo iainana ary hanao ny fivoarana ny lalàna amin'ny fomba rehetra.

2. Ny Andaniny Mpifanaiky dia manaiky fa tsy mety ny fanalefahana ny lalàm-panjakana eo amin'ny resaka tontolo iainana mba hamporisihana ny fampiasam-bola hamokarana. Araka izany, miahy ny Andaniny Mpifanaiky tsirairay mba tsy hisy fanalefahana na fanafoanana ny lalàna voambara etsy aloha, tsy misy fomba ahafahana manalefaka na manafaoana hamporisihana ny lalàm-panorenana, ny fikarakarana na ny fipariahan'ny fampiasam-bola hamokarana eo amin'ny tanin'ny tsirairay.

3. Ny Andaniny Mpifanaiky dia mamerina indray ny fifanekena nifanaovan'ny roa tonta ao amin'ny sehatra ara-pifanarahana iraisam-pirenena. Miahy izy ireo mba ho ekena tanteraka ireo fifanekena ireo ary ho ampiarina ao amin'ny lalàna ara-panjakana.

4. Manaiky ny andaniny roa fa ny fifanarahana ara-kasa ifanaovan'ny roa tonta dia manolotra fahafahana hampivoatra ny fenitra fiarovana ny tontolo iainana. Raha manontany ny iray amin'ny Andaniny mpifanaiky, manaiky ny ankilany mba hivory momba ireo mahakasika ity andininy ity solontenan'ny governemanta.

Andininy 6.

Ny asa

1. Manaiky ny tsirairay amin'ny Andaniny Mpifanaiky fa manana zo hametra ny fenitra hiaro ny tontolo iainana, vokatr'izany dia afaka mankato na manova ny ny lalàna napetraka momba ireo voalaza etsy ambony, ny tsirairay amin'ireo Andaniny mpifanaiky dia hiahy ny hametrahana ny lalàna momba ny asa mifanaraka amin'ny lalàna Iraism-pirenena eken'ny mpiasa voalazan'ny paragrafy 6 andininy 1 ary hanatsara hatrany ireo fenitra voalaza ireo.

2. Ny Andaniny Mpifanaiky dia mahafantatra fa tsy mety ny manatsotra ny lalàna nationaly momba ny asa mba hamporisihana ny fampiasam-bola hamokarana. Araka izany miahy ny Andaniny mpifanaiky tsirairay mba tsy hisy fanalefahana na fanafoanana ny lalàna voambara etsy aloha, tsy misy fomba ahafahana manalefaka na manafaoana hamporisihana ny lalàm-panorenana, ny fikarakarana na ny fipariahan'ny fampiasam-bola hamokarana eo amin'ny tanin'ny tsirairay.

3. Ny Andaniny Mpifanaiky dia mamerina indray ny adidy tokony ataony amin'ny maha isan'ny Fikambanana Iraism-pirenena momba ny Asa (OIT) ary fifanekana nifanaovany araka ny Fanambarana voalaza ao amin'ny OIT

mikasika ny lalàna fototra ny asa sy ny fanarahana izany. Miahny ny Andaniny Mpifanaiky mba ho fantatra sy voaro ireo lalàna fototra ireo sy ny lalàna fantatra iraisam-pirenena momba ny mpiasa voalaza ao amin'ny paragrafy 6 anininy 1 ao amin'ny lalàna ara-panjakana.

4. Manaiky ny andaniny roa fa ny fifanarahana ara-kasa ifanaovan'ny roa tonta dia manolotra fahafahana hampivoatra ny fenitra fiarovana ny asa. Raha manontany ny iray amin'ny Andaniny Mpifanaiky, manaiky ny ankilany mba hivory momba ireo mahakasika ity andininy ity solontenan'ny governemanta.

Andininy 7.

Fepetra mikasika ny fizaka manana

1. Miantoka ny tsirairay amin'ny Andaniny Mpifanaiky ny tsy handray fepetra fandraisan'ny fanjakana ho fananam-pirenena na fepetra hafa toy ny fanesorana fananana na mivanatana na an-kolaka ny Mpampiasa vola amin'ny andaniny anakiray izay ananan'ny ankilany eo amin'ny taniny.

2. Raha misy laharam-pahamehana mikasika ny filam-bahoaka, na ny fiarovana na ny tombontsoam-pirenena manamarina ny fanafoanana ny paragrafy 1, dia tsy maintsy arahina ireto fepetra manaraka ireto:

a) ny fepetra dia raisina araka ny lalàn'ny andaniny mpifanaiky misy eo amin'ny toerana nanaovana ny fampiasam bola hamokarana;

b) tokony tsy hanohitra sy tsy hanavaka amin'ny fifanekena manokana;

d) ny fepetra dia miaraka amin'ny fanambarana miahny ny fandoavana tamby mety sy mifanaraka amin'izany.

3. Ny totalim-bidin'ny tamby mifanaraka amin'ny saran'ny tsenan'ny fampiasam-bola hamokarana mifanaraka amin'izany mialoha indrindra ny andro nandraisana na namoahana am-pahibemaso ny fepetra.

Ny fandoavana tamby dia aloa amin'ny volam-panjakana ny firenenan'ilay mpampiasa vola na amin'ny sandam-bola hafa ifanarahana. Aloa ao anatin'ny fe-potoana voafetra ny tamby atao famindrana malalaka. Mitondra zana-bola amin'ny taha-pifandraisana ara-barotra araka ny tokony ho izy ireo tamby ireo nanomboka tamin'ny andro namerana ny totalim-bidy hatramin'ny andro andoavana izany.

4. Ny Andaniny amin'ireo mpampiasa vola hamokarana - raha toa ka nisy fandoavana tamby ny fampiasam-bola vokatry ny ady na fifandirana mitampiadiana, na revolisiona, na firenena latsaka an-katerena na fanoherana teo amin'ny tanin'ny ankilany mpifanaiky – dia mahazo avy amin'itsy farany fitondrana farafaharatsiny mitovy amin'ny omena ireo mpampiasa vola avy amin'ny firenena tena manana tombon-dahiny mikasika ny famerenana, ny fanomezana tamby, na fanonerana amin'ny fomba hafa.

Andininy 8.

Famindràna

1. Ny Andininy Mpifanaiky tsirairay avy, dia manome malalaka famindrana ireo Mpampiasa vola avy amin'ny ankilany Mpifanaiky ny fandoavana ireo vokatry'asa nateraky ny fampiasam-bola nataony mikasika manokana ireto:
 - a) Ny totalim-bidy natao ho fandoavana ny tokony atao amin'ny fifanarahana, ao anatin'izany ny vola ilaina amin'ny fanonerana ny vola nindramina, ny rotsa-bola sy ny fandoavana vola hafa avy amin'ny fahazoan-dalana amin'ny endriny samihafa ary ny tambin-karaman'ireo mpiasa vahiny.
 - b) Ny vola miditra avy amin'ny fampiasam-bola hamokarana
 - d) Ny vokatry avy amin'ny fivarotana manontolo na ampahany ny fampiasam-bola hamokarana, ka ao anatin'izany ny tongoam-bidin'ny renivola nampiasaina hamokarana.
 - e) Ny tamby aloa ho fampiharana ny andininy 7.
2. Ny teratany amin'ny Andaniny sy Ankilany Mpifanaiky tsirairay nomen-dàlana hiasa eo amin'ny tany n any fari-dranomasina an'ny Andaniny iray Mpifanaiky, noho ny fampiasam-bola hamokarana nankatoavina, dia omen-dalàna ihany koa hamindra any amin'ny tany niaviany ny ampahany manokana amin'ny karamany.
3. Ny famindrana dia atao amin'ny sandan'ny fanakalozam-bola ara-dalàna ampiharina amin'ny fomba ofisialy amin'ny vaninandro anaovana ny famindram-bola.

4. Ny tsirairay amin'ny Andaniny Mpifanaiky dia manome ny fanomezan-dalàna ilaina ka tsy asiam-pahatarana ny famindrana ary, tsy misy sarany amin'ny lany any amin'ny banky andavan'andro.
5. Raha toa ka misy fahaserotana noho ny antony manokana eo amin'ny fifandanjan'ny fanefam-bola, ny Andaniny Mpifanaiky tsirairay dia afaka mametra ny famindrana malalaka ho an'ny vanim-potoana voafetra, na izany mety aharitra latsaka ny sivy volana na ho an'ny fe-potoana hafa, raha toa ny famerana tafiditra ao anatin'ny fandaharanasa iarahana amin'ny Tahirim-bola Iraisam-pirenena. Ireo fameperana ireo dia tsy maintsy ampiasaina amin'ny fomba tsy miangatra sy tsy manavakavaka ary azo itokiana.

Andininy 9.

Fanovàna

1. Raha toa ny iray amin'ireo Andaniny Mpifanaiky, na koa fikambanana avy amin'io no manome tamby amin'ireo mpampiasa vola avy ao aminy, araka ny antoka nifanaovana ho an'ny fampiasam-bola (vita teo amin'ny tanim-pirenena na ny fari-dranomasin'ny ankilany), ny Andaniny iray dia manaiky fa ny zon'ireo mpampiasa vola dia afindra amin'ny Andaniny nanaiky na fikambanana voakasik' izany amin'ny maha mpiantoka azy.
2. Momba ireo zo afindra kosa, ny iray amin'ny Andaniny Mpifanaiky dia afaka mitaky amin' ilay mpiantoka ny tamby avy amin' ilay mpampiasa vola, andraikitra izay sahanina araka ny lalàna sy araka izay nifanarahana amin'ireto farany.

Andininy 10.

Lalàna mihatra

Raha toa misy fanontaniana mifandraika amin'ny fampiasam-bola mamokatra ka sady fehezin'ity fifanekena ity ny lalàna velona ao amin'ny iray amin'ny Andaniny Mpifanaiky, na ny fifanekena iraisam-pirenena, ary hifaneken'ny roa tonta aoriana, ireo mpampiasa vola ao amin'ny Andaniny Mpifanaiky dia afaka mampihatra ny andininy sasan-tsasany izay azahoany tombon-tsoa kokoa.

Andininy 11.

Ireo fifanarahana manokana

1. Ny fampiasam-bola hamokarana nifanekena manokana teo amin'ny Andaniny mpifanaiky ary ny Mpampiasa vola dia hamafisin'ity fanekena ity sy ny fifanarahana manokana ity.
2. Ny andaniny Mpifanaiky tsirairay dia manaiky hanaraka amin'ny fotoana rehetra ny andraikitra efa nifanekeny teo amin'ny Mpampiasa volan'ny Andaniny Mpifanaiky.

Andininy 12.

Fandaminana ny fifanolanana mahakasika ny fampiasam-bola hamokarana

1. Ny fifanolana mikasika ny Fampiasam-bola eo amin'ny iray amin'ny Andaniny Mpifanaiky sy ny Mpampiasa vola avy amin'ny Ankilany Mpifanaiky dia raketina an-tsoratra miaraka amin'ny fanampim-pitadidiana mazava amin'ny antsipiriany, avy amin'ny ankilany nitarika.

Raha mety dia ezahana aravina ny tsy fifanarahana amin'ny fifanarahana, afaka maka toro hevitra avy amin'ny olona hafa manana traikefa manokana amin'izany, na koa alamina amin'ny ara-diplomatika ny eo amin'ny Andaniny tsirairay Mpifanaiky

2. Raha tsy misy fandaminana amin'ny alàlan'ny raharaham-pihavanana mivantana eo amin'ny andaniny tsy mifanaraka na fandravonana ara-diplomatika ao anatin'ny enim-bolana (06) volana manomboka amin'ny fotoana izay nilazan'ny andininy na ny ankilany amin'ny mpifanaiky ka mbola tsy nilamina ny fifanolanana, dia aroso eo amin'ny fitsarana momba ny fanelanelanana eo amin'ny fanjakana nanaovana fampiasam-bola izany, na aroso eo amin'ny fahefana mahefan'ny fanjakana nanaovana fampiasam-bola na koa eo amin'ny fanelanelanana iraisam-pirenena.

Amin'izany ny mpifanaiky tsirairay dia manome ny fanekeny mialoha raha toa ka ilàna fanelanelanana iraisam-pirenena ny fifanolanana. Io fanekena io dia midika fa tsy mila fanampiana ara-pitantanana hafa na lalàna hafa.

3. Raha ilaina ny fanelanelanana iraisam-pirenena, ny fifanolanana dia entina eo amin'ny iray amin'ireo fikambanana mpanelanelana voatondro manaraka eto, araka ny safidin'ny mpampiasa vola:

- Aroso eo amin'ny fanelanelanana ataon'ny Foibe Iraisam-pirenena momba ny Fandaminana ny Fifanolanana mikasika ireo Fampiasam-bola Hamokarana (CIRDI) najoro araka ny Fifanarahana mikasika ny fandaminana ny fifanolanana momba ny fampiasam-bola eo amin'ny fanjakana sy eo anivon'ny fanjakana hafa, natao sonia ny 18 Martsa 1965 tao Washington, raha toa mpikambana ao anatin'ity fifanarahana ity ny Fanjakana Mpifanaiky tsirairay. Raha toa ka tsy feno ny fepetra voalaza teo, ny mpifanaiky tsirairay dia manaiky ny hitondrana ny fifanolanana eo amin'ny fanelanelanana araka ny lalàna fanampin'ny CIRDI;

- Aroso eo amin'ny Fitsarana momba ny Fanelanelanana momba ny Varotra Iraisam-pirenena any Paris (Tribunal d'Arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale)

Raha toa ka naroson'ny Andaniny Mpifanaiky ny fanelanelanana momba ny fandaminana, asain'ity farany ara-taratasy ny mpampiasa vola izay tafiditra amin'izany hilaza ny safidiny momba ireo fikambanana mpanelanelana izay handamina.

4. Tsy misy iray amin'ireo Andininy Mpifanaiky, manoloana ny fifanolanana hitsangana handà ny fanelanelanana na hanao fitsarana fanelanelanana, raha toa ka Andaniny Mpifanaiky amin'ny fifanolanana ny mpampiasa vola, ary mahazo fanomezana tamby noho ny fahavoazana eo amin'ny tompon'andraikitra mpiantoka na antoka araka ny andininy faha 9 voalazan'ity fifanarahana ity.

5. Ny fitsarana fanelanelanana dia tsy maintsy atao ary tsy miverina ho an'ny andaniny mpifanolana. Ny mpifanaiky tsirairay dia miantoka hamita ny fandaminana araka ny lalàna fireneny.

Andininy 13.

Ny fifanolanana eo amin'ny Andaniny sy Ankilany Mpifanaiky mikasika ny fandikàna na ny fampiharana ity fifanarahana ity

1. Ny tsy fifanarahana mikasika ny fandikàna na ny fampiharana ity Fifanarahana ity dia tokony alamina, raha azo atao amin'ny lalàna diplomatika.

2. Raha toa ao anatin'ny enina (06) volana manomboka amin'ny fotoana izay nilazan'ny andininy na ny ankilany amin'ny mpifanaiky, ka mbola tsy nilamina ny fifanolanana, dia aroso amin'ny fomba fanelanelanana izany, ahitana ny andaniny tsirairay.
3. Raha tsy vitan'io fitsarana izay voalaza io ny fandaminana ao anatin'ny roa (02) volana dia atsangana, araka ny fangatahan'ny Andaniny na ny Ankilany amin'ny Mpifanaiky, ny fitsarana mpanelanelana amin'ny isaky ny fitrangan-javatra manokana amin'ny fomba toy izao manaraka izao:
 - Ny mpikambana rehetra dia tsy maintsy tendrena ao anatin'ny fe-potoana roa volana manomboka ny vaninandro ka amin'izany ny iray amin'ireo Mpifanaiky dia mampahafantatra ny Mpifanaiky hafa ny finiavany ny handrosoana ny tsy Fifanarahana hanaovana fanelanelanana. Ao aorian'ny roa volana nanondroana azy ireo, ny mpikambana roa dia manendry, amin'ny alàlan' ny Fifanarahana iombonana, olona iray avy amin'ny Firenena hafa izay tendrena ho filohan'ny Fitsaran'ny Mpifanaiky roa tonta.
 - Raha toa ka tsy voahaja ireo fe-potoana voafetra ireo, ny Andaniny na ny Ankilany Mpifanaiky, amin'ny tsy fisian'ny Fifanarahana rehetra hafa, no miantso ny Filohan'ny ny Fitsarana Iraisam-pirenena hanatanteraka ny fanendrena ilaina.
 - Raha toa ny Filoha ny Fitsarana Iraisam-pirenena ka teratany iray avy aminy Andaniny Mpifanaiky, na avy amin'ny Firenena iray hafa tsy ananana fifandrisana ara-diplomatika amin'ireo , na noho ny antony hafa, dia tsy afaka manao io andraikitra io izy, ka ny Vice-Président ny Antenimiera Iraisam-pirenena momba ny Fitsarana no manao ny fanendrena ilaina.
4. Ny fitsarana ihany no mametra ny fitsipiny. Ny fitsarana mpanelanelana dia manapa-kevitra amin'ny izay lanin'ny maro an'isa. Ireo fanapahan-kevitra ireo dia raikitra ary tsy maintsy tanterahin' ireo Mpifanaiky avy hatrany.
5. Ny Andaniny Mpifanaiky dia miantoka ny sarany mifandraika amin'ny fanendrena ny mpanelanelan nosafidiany. Ireo lany amin'ny fanendrena ny mpanelanelana fahatelo kosa sy ny saran'ny fitsarana dia ikambanan'ny Andaniny Mpifanaiky amin'ny zara mitovy raha tsy hoe manan-katao amin'izany io fitsarana ikambanana io.

Andininy 14.

Ireo fampiasam-bola tany aloha

Ity fifanarahana ity dia manan-kery iray volana manamboka amin'ny vaninandro izay hamampafantarany ny Andaniny sy Ankilany Mpifanaiky. Izany dia hanan-kery mandritra ny folo(10) taona.

Andininy 15.

Fampananana hery sy faharetany.

Na andaniny sy ny ankilany mpifanaiky dia hampahafantatra ny mba mampanan-kery ity fifanarahana ity. Izany dia hana-kery iray (1) volana aorian'ny andro andraisana ny fampahafantarana farany. Ny fifanarahana dia niraiketina haharitra folo taona.

Raha tsy hoe mitory azy ao anatin'ny enim- volana raha kely indrindra alohan'ny fiafaran'ny fetra ny iray amin'ny Andaniny Mpifanaiky, dia atao maharitra mandritra ny folo taona manaraka ny ity fifanarahana ity, ny tsirairay amin'ny andaniny dia manana zo hitory amin'ny alàlan'ny fampahafantarana tafiditra ao anatin'ny vanim-potoana enina volana raha kely indrindra mialoha ny daty iafaran'ny fetran'ny fotoana aharetany.

Rehefa tapitra ny vanim-potoana mamapanan-kery ity fifanarahana ity, ny fampiasam-bola natao fony izy mbola nanan-kery dia mbola hisitraka mandritra ny vanim-potoana folo taona indray manomboka ito vanin'andro ito.

Natao teto Antananarivo, ny 29 septembre 2005, ka natao sosony roa ny iray amin'ny teny frantsay ny iray amin'ny teny néerlandaise. Ny dikan-teny amin'ny teny frantsay no ifanazavana raha toa misy fahasamihafana amin'ny fandikana.

Ho an'ny Governemantan'ny

Repoblikan'i Madagasikara

**Ho an'ny fiombonana ara-
toekarenan'i Belizika-
Luxembourg**